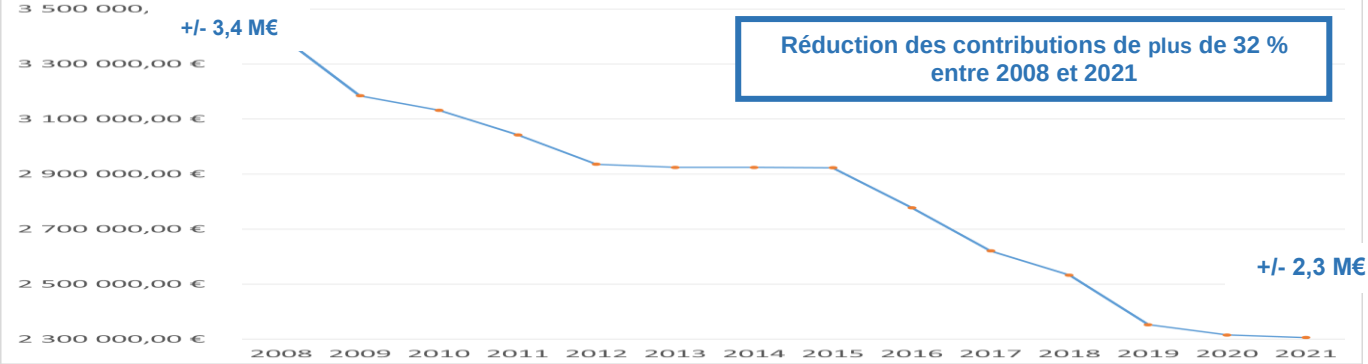
Approbation des budgets principal et annexes 2021

I Eléments-clé de construction du projet de budget 2021

Le **projet de budget 2021, sans augmentation du <u>montant total des contributions des collectivités membres</u> pour la 14ème année consécutive – et même une <u>baisse de 0,39 %</u> –**, s'inscrit en conformité avec les termes du débat d'orientations budgétaires du 20 octobre dernier, duquel ressortait la proposition d'un maintien.



<u>Evolution des contributions sur la période 2008-2021</u>

Dans ce contexte, les principaux objectifs poursuivis restent au nombre de quatre :

- assurer le respect des engagements souscrits par l'Etablissement ;
- permettre la **réalisation à moindre coût d'interventions présentant une utilité avérée, voire un caractère indispensable à l'échelle du bassin fluvial, pour la gestion de l'eau et des risques naturels associés (sécheresse, inondation)** ;
- ne pas devoir procéder en 2021 à un ajustement à la hausse du montant total des contributions des collectivités membres, tout en maîtrisant celui de la redevance pour soutien d'étiage ;
- poursuivre le rééquilibrage entre Départements et Régions, d'une part, et Intercommunalités, d'autre part.

Il est ainsi proposé que la construction du budget 2021 intègre la nécessaire poursuite des missions de l'Etablissement au titre du Hors GEMAPI (intéressant toutes les collectivités) et une implication renforcée de sa part dans la mise en œuvre de la compétence GEMAPI (mobilisant plus particulièrement les EPCI). Ceci, dans le prolongement de l'inscription depuis 2019 de crédits sur le nouveau budget annexe « Infrastructures de protection contre les inondations », en lien avec la signature de conventions de délégation de la gestion de digues non domaniales.

Enfin, il est apparu indispensable que cette construction budgétaire intègre l'accroissement des incertitudes de cofinancement de l'Europe et de l'Agence de l'eau.

L'exercice financier pour l'année 2021 s'appuiera sur trois budgets : un budget principal et deux budgets annexes, consacrés respectivement aux volets « Exploitation des ouvrages » et « Infrastructures de protection contre les inondations ».

Pour ce qui est des modalités pratiques, l'utilisation des crédits de reports ne pouvant être effective qu'après le vote du compte administratif et du budget supplémentaire, il est proposé de retenir le même mode de faire que les années précédentes, à savoir :

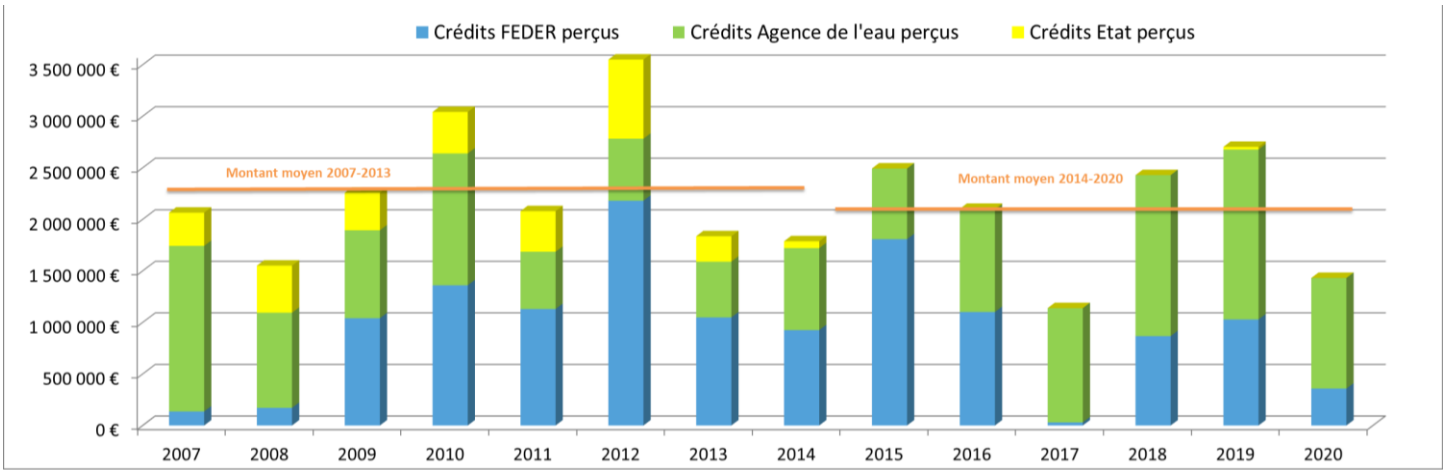
- maintien du vote du budget en décembre avec une préparation et présentation de propositions budgétaires « consolidées », intégrant donc toutes les dépenses prévisionnelles 2021* ;
- vote, à l'occasion du Comité Syndical de décembre 2020, d'un budget 2021 s'appuyant uniquement sur la part de crédits nouveaux appelés ;

- complété par le vote en 2021 du compte administratif 2020 et du budget supplémentaire 2021, intégrant les opérations de fin d'exercice suivantes :
    - rattachement des charges et produits à l'exercice 2020 en fonctionnement à réaliser après la clôture de l'exercice,
    - constatation des restes à réaliser en fonctionnement et en investissement.

(*) Si les propositions budgétaires 2021 sont présentées dans leur globalité, seules les dépenses inscrites à ce stade constituent le projet de budget 2021, tel que figurant dans la maquette budgétaire.

Par ailleurs, les principes retenus pour la mobilisation des ressources en 2021 restent les suivants :

- les budgets annexes sont financés pour l'essentiel par des ressources dédiées, à savoir la redevance soutien d'étiage pour celui concernant l'exploitation des ouvrages, et les ressources EPCI (soustraction faite des cofinancements escomptés tels que ceux du FPRNM) pour celui concernant les infrastructures de protection contre les inondations ;
- les crédits des actions à l'échelle du bassin sont appelés sous forme de contributions des collectivités membres ; les actions à l'échelle locale font quant à elles l'objet de subventions sollicitées auprès des collectivités, membres ou non ;
- dans les deux cas, un effet levier est recherché par la mobilisation de cofinancements, notamment de l'Europe et de l'Agence de l'eau.



Evolution des subventions encaissées

Il est rappelé que, nonobstant les réflexions sur les perspectives d'évolutions statutaires de l'Etablissement, ce sont les clés de financement initiales qui trouvent à s'appliquer. Seule a été effectuée une actualisation des chiffres de population, tels qu'ils résultent des dernières données INSEE (population légale 2017, en vigueur au 1er janvier 2020).

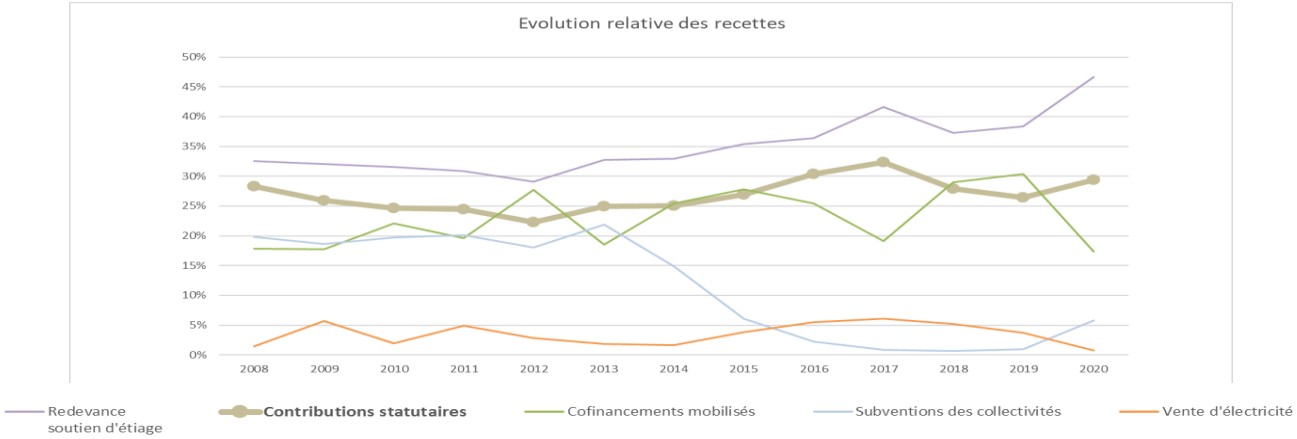
En résumé, les contributions 2021 qu'il est proposé d'appeler respectent les objectifs fixés lors du débat d'orientations budgétaires d'octobre dernier.

- *Centime d'euro **par habitant** à **0,15 € pour le fonctionnement administratif** (montant identique depuis 2019 et inférieur aux 0,19 € en moyenne sur la période 2008-2021), le montant de contribution atteignant alors 900.030 €*
- *Financement sous forme de contributions d'actions de bassin, à hauteur de 632.021 €*
- *Financement sous forme de contributions de partie des dépenses d'exploitation de Villerest ainsi que de la gestion des crues et des étiages, à hauteur de 774.070 €*

*D'où un **montant total de contributions de 2.306.121 €, en baisse de 0,39 % par rapport à celui de 2020**.*

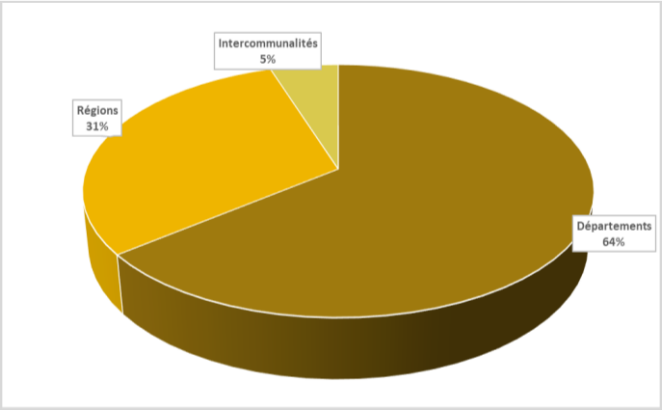
Plus particulièrement, on peut considérer comme satisfaite, cette année encore, la demande des Départements de réduction de leur implication financière.

En effet, **par rapport à l'ensemble du budget de l'Etablissement et sur la période de référence 2008-2020**, il est relevé que les **16 Départements membres** financent en moyenne à hauteur de **18 %** (avec un maximum de 22 % et un minimum de 15 %). Etant souligné que si les Départements ont pu financer annuellement jusqu'à 2,4 M€, tel n'est plus du tout le cas aujourd'hui, avec moins de 1,5 M€ en 2021 – un montant très inférieur à la moyenne de 2 M€ pour la période référence 2008-2020.

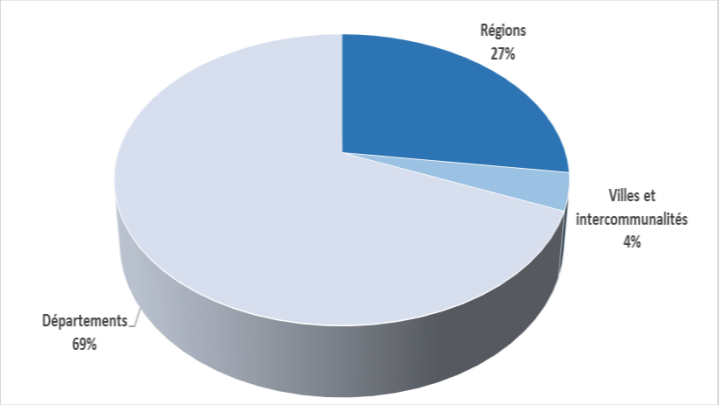


Evolution relative des recettes

En termes de **contribution *stricto sensu* des collectivités membres**, la **part des Départements s'élève à 64 %** en 2021 (elle était de 71 % en 2008), pour 31 % s'agissant des Régions (elle était de 25 % en 2008). Un rapport à mettre en relation avec ceux qui ont pu être affichés comme objectifs de rééquilibrage entre les Départements et les Régions



Répartition 2021



Moyenne 2008-2021

Dans cet ordre de considérations, comme pour la construction du budget primitif 2020, il a été retenu le principe d'affectation à leurs Départements respectifs des baisses de contribution auxquelles auraient pu prétendre certaines Intercommunalités, pour un montant total de 17.323 €. Ceci, en anticipation de l'évolution convenue de la clé de « Fonctionnement administratif », laquelle devrait passer à terme de 10 à 20 % pour les Intercommunalités.

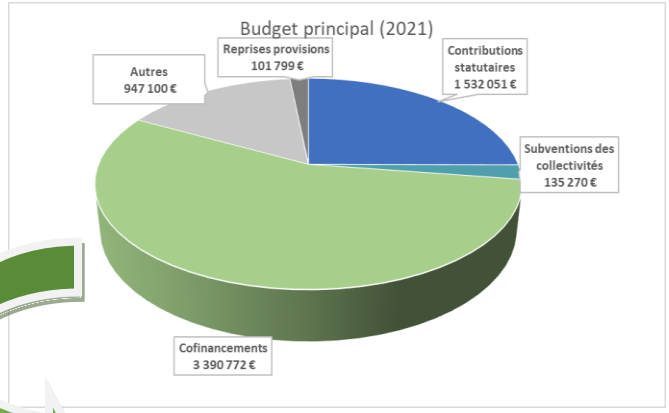
Dans le même temps, il s'avère indispensable de mobiliser la « *provision pour risque d'exploitation afin de compenser des désengagements en termes de subventions* ». Ceci, afin de neutraliser le manque de cofinancement du FEDER et pour écrêter l'augmentation de contribution à laquelle auraient pu être exposés plusieurs Départements et Régions, pour un montant de l'ordre de 102.000 €.

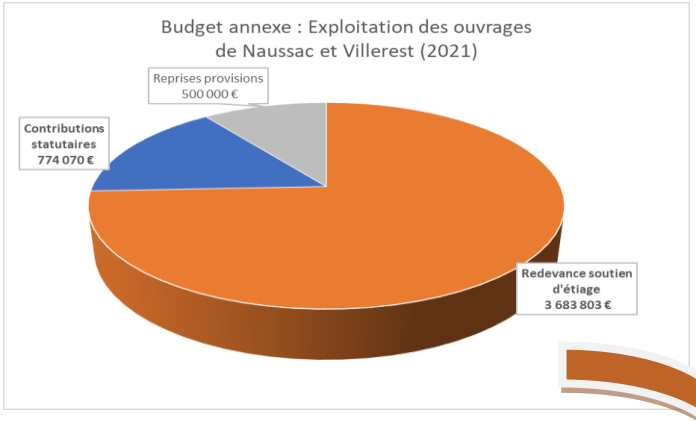
- **Force est de constater que le « bouclage » du présent projet de budget 2021, dans le cadre financier actuellement autobloquant, n'a été possible qu'en hypothéquant des investissements d'avenir et en sacrifiant d'importantes capacités d'intervention. Alors même qu'il est avéré que celles-ci se déploient avec efficacité et à moindre coût, en mutualisation de moyens et économies d'échelles.**

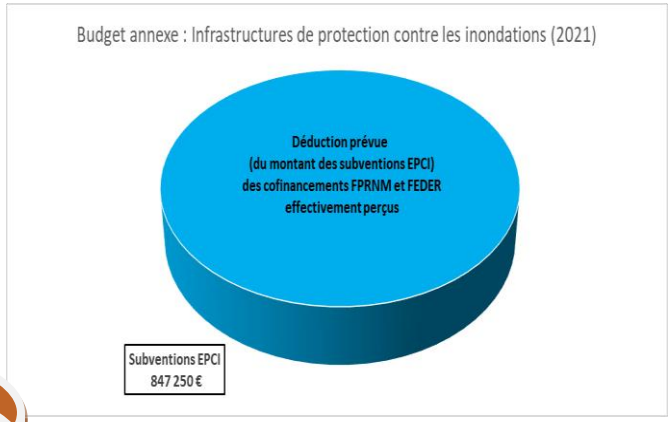
Tableau récapitulatif des contributions des collectivités membres

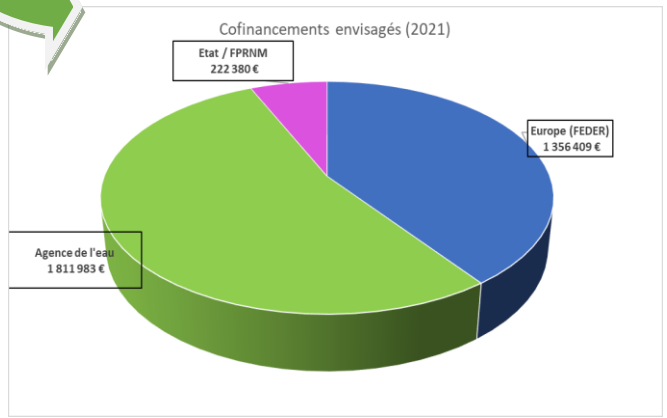
Collectivité	*2020*	2021 "BRUT"	Rééquilibrage Interco vers Départements	Ecrêtement augmentation	**2021 "NET"**
TERRITOIRE CENTRE-VAL DE LOIRE					
CENTRE VAL DE LOIRE	*288 835 €*	301 265 €		- 12 430 €	**288 835 €**
DEPARTEMENT DU LOIRET	*202 645 €*	201 465 €	- 541 €		**200 924 €**
DEPARTEMENT DE L'INDRE ET LOIRE	*201 537 €*	202 068 €	- 1 586 €		**200 482 €**
DEPARTEMENT DU CHER	*112 817 €*	111 844 €	- 669 €		**111 175 €**
DEPARTEMENT DU LOIR ET CHER	*103 999 €*	102 833 €	- 63 €		**102 770 €**
Tours Métropole Val de Loire	*8 595 €*	7 141 €	1 454 €		**8 595 €**
Orléans	*3 384 €*	2 843 €	541 €		**3 384 €**
Agglopolys	*2 536 €*	2 574 €			**2 574 €**
Bourges	*1 958 €*	1 573 €	385 €		**1 958 €**
SICALA du Cher	*1 566 €*	1 282 €	284 €		**1 566 €**
Territoires Vendômois	*1 310 €*	1 318 €			**1 318 €**
Touraine-Est Vallées	*1 023 €*	960 €	63 €		**1 023 €**
Vierzon-Sologne-Berry et Villages de la Forêt	*857 €*	975 €			**975 €**
Touraine Ouest Val de Loire	*884 €*	815 €	69 €		**884 €**
Romorantinais Monestois	*880 €*	817 €	63 €		**880 €**
	932 826 €	939 773 €		- 12 430 €	**927 343 €**
TERRITOIRE AUVERGNE-RHONE-ALPES					
AUVERGNE - RHONE-ALPES	*196 453 €*	253 197 €		- 56 744 €	**196 453 €**
DEPARTEMENT DU PUY DE DOME	*121 363 €*	121 988 €	- 1 611 €		**120 377 €**
DEPARTEMENT DE LA LOIRE	*108 730 €*	113 671 €	- 2 913 €	- 2 028 €	**108 730 €**
DEPARTEMENT DE L'ALLIER	*75 730 €*	76 373 €	- 1 676 €		**74 697 €**
DEPARTEMENT DE LA HAUTE LOIRE	*48 643 €*	50 176 €	- 3 062 €		**47 114 €**
Saint-Etienne Métropole	*11 826 €*	9 852 €	1 974 €		**11 826 €**
Clermont Auvergne Métropole	*8 378 €*	7 062 €	1 316 €		**8 378 €**
SICALA de Haute-Loire	*6 242 €*	3 344 €	2 898 €		**6 242 €**
Roannais Agglomération	*2 963 €*	2 449 €	514 €		**2 963 €**
Loire Forez	*2 624 €*	2 670 €			**2 670 €**
Vichy Communauté	*2 203 €*	1 999 €	204 €		**2 203 €**
Le Puy en Velay	*2 178 €*	2 014 €	164 €		**2 178 €**
Forez Est	*1 976 €*	1 551 €	425 €		**1 976 €**
Riom Limagne et Volcans	*1 928 €*	1 633 €	295 €		**1 928 €**
Moulins Communauté	*1 927 €*	1 594 €	333 €		**1 927 €**
SICALA de l'Allier	*1 693 €*	554 €	1 139 €		**1 693 €**
Montluçon Communauté	*1 502 €*	1 508 €			**1 508 €**
DEPARTEMENT DE L'ARDECHE	*1 449 €*	1 498 €		- 49 €	**1 449 €**
	597 808 €	653 133 €		- 58 821 €	**594 312 €**
TERRITOIRE PAYS DE LA LOIRE					
DEPARTEMENT DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	*187 445 €*	196 277 €	- 3 143 €	- 5 689 €	**187 445 €**
DEPARTEMENT DU MAINE ET LOIRE	*152 924 €*	157 447 €	- 1 397 €	- 3 126 €	**152 924 €**
PAYS DE LA LOIRE	*144 336 €*	155 611 €		- 11 275 €	**144 336 €**
Nantes Métropole	*18 224 €*	15 754 €	2 470 €		**18 224 €**
Angers Loire Métropole	*8 085 €*	7 222 €	863 €		**8 085 €**
CARENE Saint-Nazaire agglomération	*3 595 €*	3 033 €	562 €		**3 595 €**
Mauges Communauté	*2 914 €*	2 939 €			**2 939 €**
Saumur Val de Loire	*2 849 €*	2 425 €	424 €		**2 849 €**
Pays d'Ancenis	*1 743 €*	1 632 €	111 €		**1 743 €**
Loire Layon Aubance	*1 481 €*	1 371 €	110 €		**1 481 €**
	523 596 €	543 711 €		- 20 090 €	**523 621 €**
TERRITOIRE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE					
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE	*63 607 €*	64 032 €	- 662 €		**63 370 €**
DEPARTEMENT DE SAONE ET LOIRE	*48 682 €*	48 826 €		- 144 €	**48 682 €**
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	*44 349 €*	45 292 €		- 943 €	**44 349 €**
Nevers Agglomération	*1 991 €*	1 597 €	394 €		**1 991 €**
SICALA de la Nièvre	*1 405 €*	1 137 €	268 €		**1 405 €**
Le Grand Charolais	*966 €*	979 €			**979 €**
	161 000 €	161 863 €		- 1 087 €	**160 776 €**
TERRITOIRE NOUVELLE AQUITAINE					
DEPARTEMENT DE LA HAUTE VIENNE	*42 884 €*	44 864 €		- 1 980 €	**42 884 €**
NOUVELLE-AQUITAINE	*29 497 €*	31 511 €		- 2 014 €	**29 497 €**
DEPARTEMENT DE LA CREUSE	*17 473 €*	17 709 €		- 236 €	**17 473 €**
Limoges Métropole	*5 006 €*	5 065 €			**5 065 €**
	94 860 €	99 149 €		- 4 230 €	**94 919 €**
TERRITOIRE OCCITANIE					
OCCITANIE	*3 288 €*	8 278 €		- 4 990 €	**3 288 €**
DEPARTEMENT DE LA LOZERE	*1 859 €*	2 010 €		- 151 €	**1 859 €**
	5 147 €	10 288 €		5 147 €	**5 147 €**

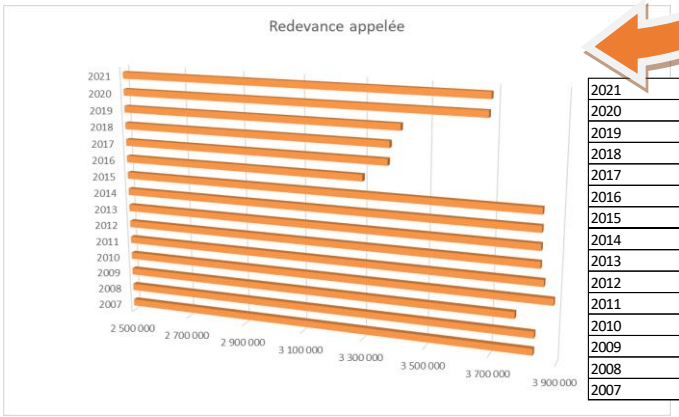
Visualisation des sources de financement des propositions budgétaires soumises au vote du Comité Syndical de décembre 2020



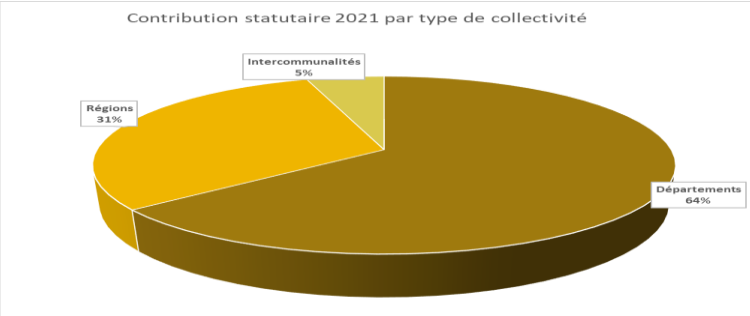








2021	3 683 803 €
2020	3 677 753 €
2019	3 416 409 €
2018	3 382 682 €
2017	3 377 244 €
2016	3 298 722 €
2015	3 842 858 €
2014	3 842 858 €
2013	3 842 858 €
2012	3 842 858 €
2011	3 855 039 €
2010	3 885 500 €
2009	3 773 200 €
2008	3 832 555 €
2007	3 830 883 €



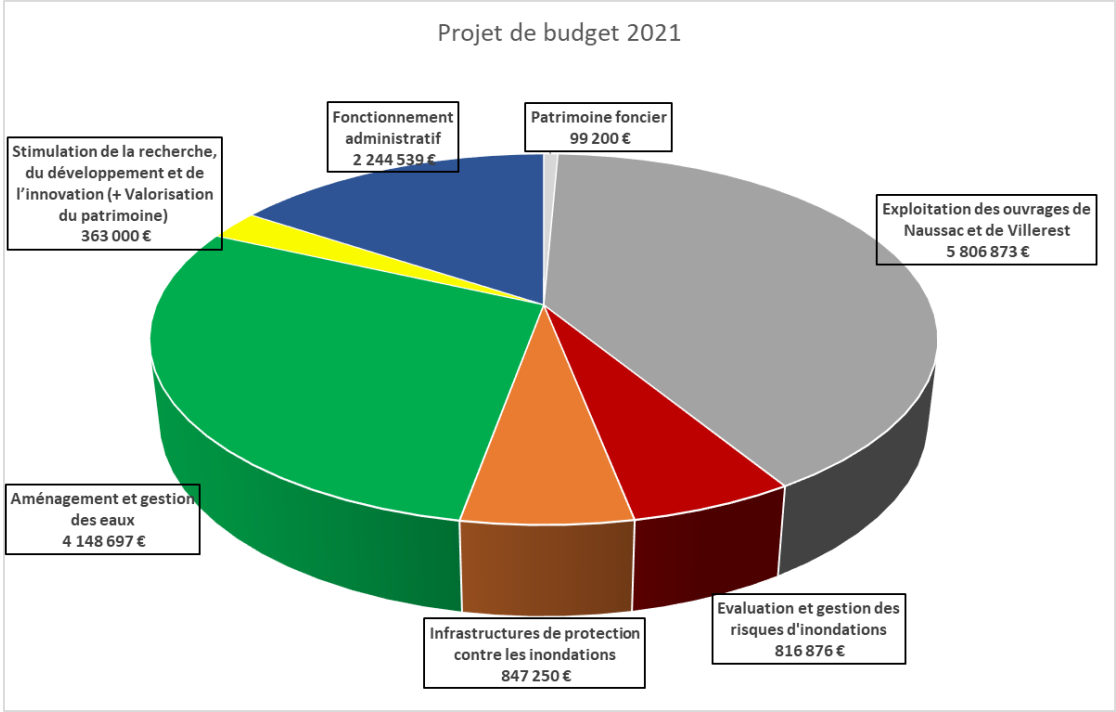
II Présentation des postes de dépenses du projet de budget 2021

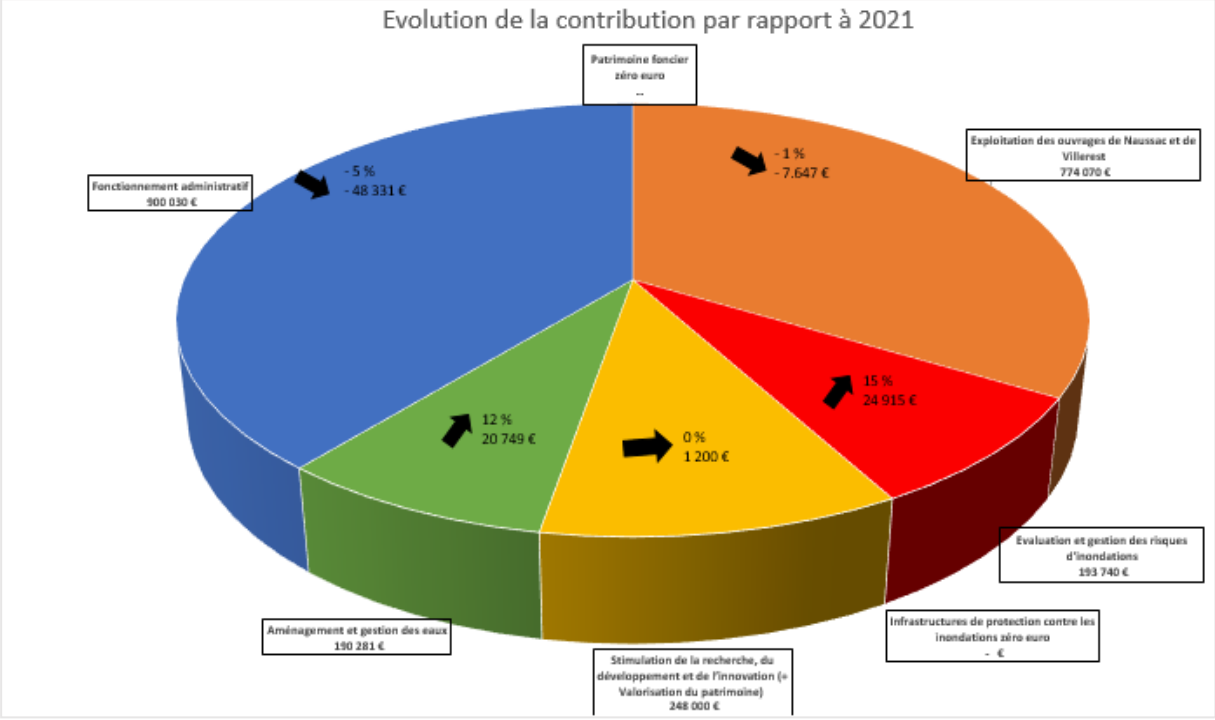
Dans un souci de lisibilité, la présentation des postes de dépenses du projet de budget 2021 s'articule autour des quatre principaux axes d'intervention de l'Etablissement.

- Exploitation des ouvrages de Naussac et de Villerest
- Evaluation et gestion des risques d'inondations
- Aménagement et gestion des eaux
- Stimulation de la recherche, du développement et de l'innovation (+ Valorisation du patrimoine)

Complétés par les deux volets ci-dessous.

- Fonctionnement administratif
- Patrimoine foncier

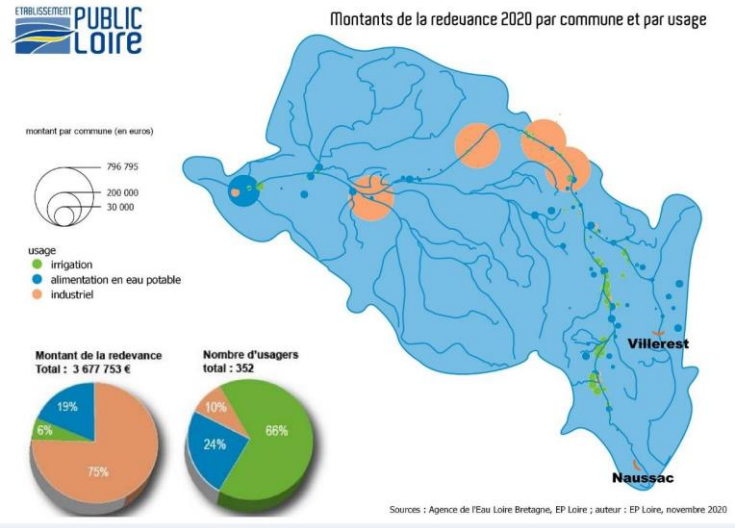


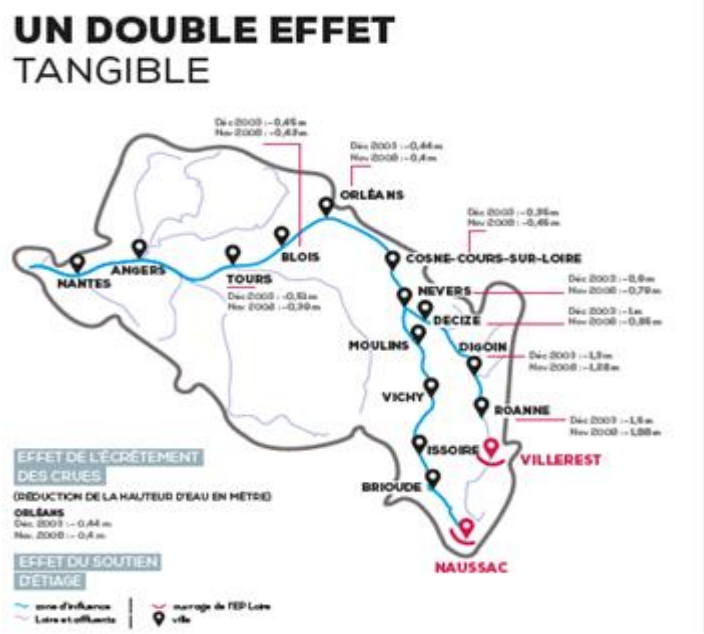


Exploitation des ouvrages de Naussac et de Villerest

	Propositions budgétaires 2021	Budget Primitif	Contributions	Redevance	Autres Recettes	Dépenses à inscrire au BS non financées au BP
Exploitation, entretien et aménagement de l'usine et du barrage de Naussac	*3 547 023*	**3 267 023**	15 000	2 752 023	500 000	280 000
Exploitation, entretien et aménagement du barrage de Villerest	*1 554 350*	**989 350**	197 870	791 480		565 000
Gestion des crues et des étiages, modernisation	*670 700*	**670 700**	536 560	134 140		
Gestion administrative de la redevance	*34 800*	**30 800**	24 640	6 160		4 000
Exploitation des ouvrages	***5 806 873***	**4 957 873**	**774 070**	**3 683 803**	**500 000**	**849 000**

Projet de budget 2021 = propositions budgétaires 2021 - dépenses à inscrire non financées au BP + opérations d'ordre (voir maquette)





Le **budget annexe** dédié à l'exploitation, l'entretien et l'aménagement des ouvrages de Naussac et de Villerest a été **créé au 1er janvier 2007, en lien avec la redevance soutien d'étiage**.
Les propositions pour 2021 s'inscrivent dans le droit fil des orientations présentées à la Commission des usagers du soutien d'étiage de novembre dernier. Il s'agit pour l'essentiel de l'inscription des crédits de paiement pour les marchés d'exploitation (877 K€), les taxes foncières et la CFE (776 K€), les salaires des agents et les coûts liés à l'intervention des prévisionnistes (670 K€), les consommations électriques (450 K€), la convention CRISTAL avec la DREAL (440 K€), les suivis de la qualité des eaux (118 K€), les frais de télécommunication (70 K€) ou encore d'assurance (29 K€), les pièces de rechange (28 K€), les redevances piscicoles (40 K€) et la gestion de la redevance soutien d'étiage (10 K€)
S'agissant plus particulièrement de **Naussac**, et abstraction faite du projet d'aménagement de la microcentrale du Réals (500 K€), les crédits concernent principalement la tour de prise (150 K€), la révision du groupe 2 (120 K€), la maintenance et le remplacement des cellules haute tension (95 K€), l'étude et les travaux d'amélioration de la filtration des groupes (80 K€), le remplacement des DIGIPID (50 K€), la réhabilitation des vannes aval des groupes (40 K€), les contrôles et maintenances (38 K€), l'audit sur la cybersécurité (20 K€), l'expertise et les travaux sur le système d'ouverture de la vanne secours V4 (10 K€), les travaux de métallerie (10 K€) et la modernisation des armoire commande (10 K€).
S'agissant plus particulièrement de **Villerest**, les crédits concernent la reprise de l'étanchéité de la vanne V6 (60 K€), la reprise de la visserie et support de chemin de câbles (30 K€), la récupération des embâcles (30 K€), l'aménagement du bâtiment (18 K€), le remplacement des batteries (14 K€), le système d'alerte téléphonique (12 K€), la remise en peinture des armoires électriques (10 K€) et l'actualisation du dispositif DATI (3 K€)
Par ailleurs, il est souligné la poursuite de l'effort de provisionnement pour gros travaux, sans porter atteinte pour autant à la **maîtrise du montant de la redevance**.

Evaluation et gestion des risques d'inondations

		Propositions budgétaires 2021	Budget Primitif	Contributions	Subventions des collectivités	Autres recettes	Dépenses à inscrire au BS non financées au BP
BUDGET PRINCIPAL	Appui collectivités SLGRI/PAPI	*615 200*	**615 200**	42 064	105 270	467 866	
	Appui « de bassin » collectivités propriétaires/gestionnaires de digues	*201 676*	**151 676**	151 676			50 000
BUDGET ANNEXE	Gestion d'infrastructures de protection contre les inondations	*847 250*	**847 250**		847 250*		
Evaluation et gestion des risques d'inondations		***1 664 126***	**1 614 126**	**193 740**	**952 520**	**467 866**	**50 000**

(*) Déduction prévue (du montant des subventions EPCI) des cofinancements FPRNM et FEDER effectivement perçus

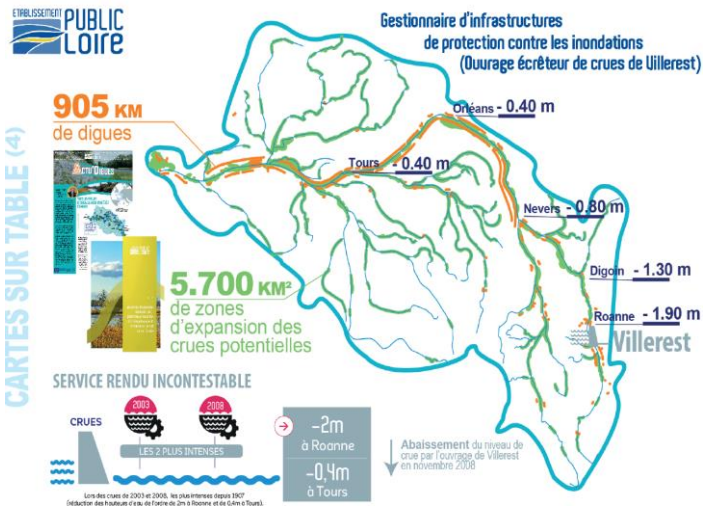
Projet de budget 2021 = propositions budgétaires 2021 - dépenses à inscrire non financées au BP + opérations d'ordre (voir maquette)

En réponse aux nombreux besoins exprimés par les territoires, il est proposé pour 2021 d'assurer à la fois, la poursuite des actions « de bassin » portées par l'Etablissement au titre de l'évaluation et la gestion des risques d'inondations (BP), et la montée en charge de ses interventions en lien avec la gestion déléguée de digues (BA).

C'est dans cette logique que se poursuit la mobilisation de l'expertise de l'Etablissement, intégrant :

- l'**appui à l'élaboration de stratégies territorialisées de gestion des risques inondation** (entre autres exemples avec l'étude « 3P » sur le bassin du Cher) **et à leur mise en œuvre**, dans le cadre de PAPI notamment (avec une implication de l'Etablissement plus particulière pour celui des Vals d'Authion et de la Loire, celui des Vals de Loire dans la Nièvre, le Cher et le Giennois, ou encore celui sur le territoire de Montluçon) ;
- l'accompagnement de collectivités propriétaires/gestionnaires de digues dans leurs démarches de sécurisation des ouvrages, en lien avec la **co-construction du projet d'aménagement d'intérêt commun (PAIC) des infrastructures de protection contre les inondations**, articulant celles dites « dures » (barrage, digues) et celles dites « souples » (zones d'expansion de crues, entre autres solutions fondées sur la nature).

Le budget annexe « Infrastructures de protection contre les inondations » est quant à lui focalisé sur la **gestion de systèmes d'endiguement** en tant que telle, *via* des délégations à l'Etablissement (pour un linéaire de digues non domaniales de plus de 60 km actuellement, en Loire aval, dans le département d'Indre-et-Loire et sur l'axe Cher), avec les financements correspondants des EPCI-FP – voire d'autres collectivités – concernés. Selon les cas de figure, les interventions portent sur l'entretien, des études ou des travaux.



Aménagement et gestion des eaux

	Propositions budgétaires 2021	Budget Primitif	Contributions	Subventions des collectivités	Autres recettes	Dépenses à inscrire au BS non financées au BP
SAGE Loire amont	*248 950*	**248 600**	13 109		235 491	350
SAGE Loire en Rhône-Alpes	*34 398*	**34 048**	289		33 759	350
SAGE Haut-Allier	*508 861*	**506 011**	12 852		493 159	2 850
Contrat territorial Haut-Allier	*45 831*	**44 331**	17 978		26 353	1 500
SAGE Allier aval*	*927 809*	**916 959**	19 265		897 694	10 850
Contrat territorial Val d'Allier alluvial	*66 763*	**63 714**	17 824		45 890	3 049
SAGE Sioule*	*196 375*	**132 325**	12 336		119 989	64 050
SAGE Cher amont	*1 033 056*	**433 056**	13 309		419 747	600 000
Contrat territorial Cher montluçonnais	*173 900*	**173 900**			173 900	
SAGE Cher aval	*185 026*	**133 943**	11 426		122 517	51 083
SAGE Yèvre Auron	*244 420*	**241 537**	12 953		228 584	2 883
CTG2Q	*252 375*	**52 375**			52 375	200 000
SAGE Val Dhuy Loiret	*113 175*	**111 625**	13 329		98 296	1 550
SAGE Loir	*74 524*	**74 174**	9 187		64 987	350
Continuité et restauration des milieux naturels	*5 034*	**5 034**	5 034			
Moyen mutualisé	*38 200*	**36 380**	31 390		4 990	1 820
Aménagement et gestion des eaux	***4 148 697***	**3 208 012**	**190 281**		**3 017 731**	**940 685**

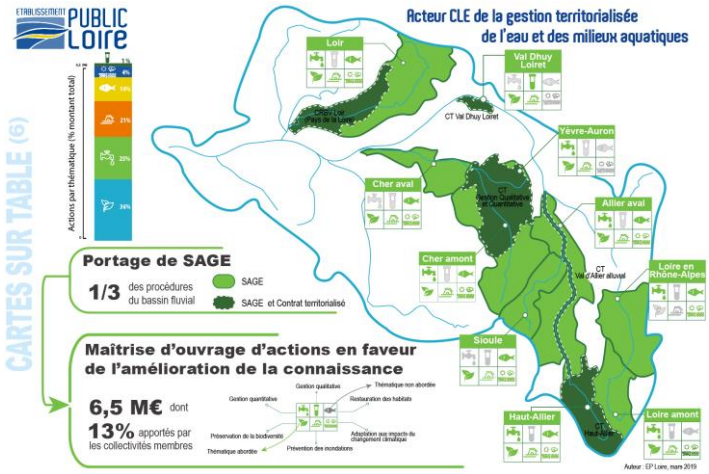
(*) En plus du CTG2Q, plusieurs actions dans le cadre de ces procédures sont financées sans appel à contribution : ZH Allier aval (512 517 €), PTGE Allier aval (42 241 €) et ZH Sioule (51 682 €).

Projet de budget 2021 = propositions budgétaires 2021 – dépenses à inscrire non financées au BP + les opérations d'ordre (voir maquette)

Les actions de l'Etablissement dans le domaine de l'aménagement et la gestion des eaux traduisent notamment sa volonté de participer à l'atteinte de l'objectif de bon état écologique des eaux. Cela se manifeste à travers la **mise en œuvre de 10 SAGE**, **6 contrats ou projets de contrats territoriaux** (Haut-Allier, Val d'Allier alluvial, Cher montluçonnais, CTG2Q Cher, Loiret et Loir) **et de PTGE**. S'ajoutent à cela des interventions au titre de la continuité écologique et de la restauration des milieux naturels.

L'ensemble de ces missions est assuré en mutualisation et en synergie entre les procédures SAGE, également avec les contrats territorialisés situés sur les mêmes périmètres d'intervention, avec par surcroît des moyens humains réduits au strict nécessaire.

Comme ce fût le cas déjà en 2020, s'est imposé le report au budget supplémentaire de l'éventuelle inscription des dépenses de communication, pour un montant total de l'ordre de 37 K€.



Stimulation de la recherche, du développement et de l'innovation (+Valorisation du Patrimoine)

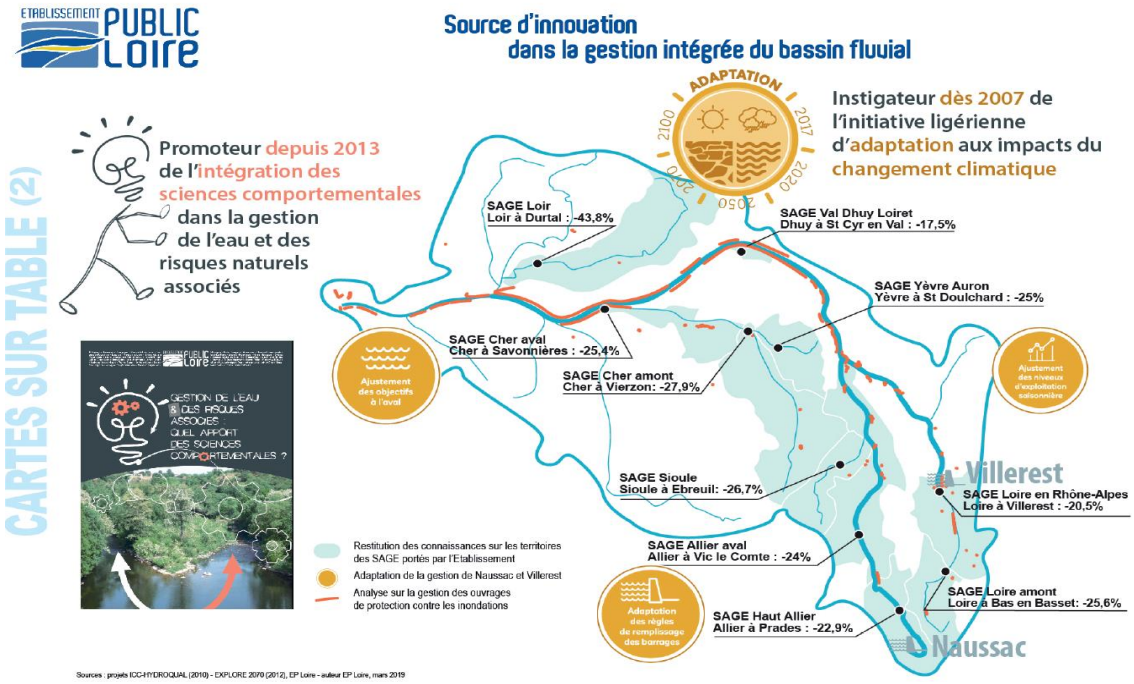
	Propositions budgétaires 2021	Budget Primitif	Contributions	Subventions des collectivités	Autres recettes	Dépenses à inscrire au BS non financées au BP
Pôle recherche/développement/innovation	*98 000*	**98 000**	98 000			
Synergies chercheurs-gestionnaires et réseaux experts	*150 000*	**150 000**	150 000			
Soutien de projets recherche/développement/innovation	*65 000*					65 000
Soutien de projets Patrimoine	*50 000*					50 000
Restauration des poissons migrateurs	*0*					
Recherche/Développement/Innovation (+ Valorisation du patrimoine)	***363 000***	**248 000**	**248 000**	**0**	**0**	**115 000**

Projet de budget 2021 = propositions budgétaires 2021 - dépenses à inscrire non financées au BP + opérations d'ordre (voir maquette)

Les seules interventions retenues sont celles relatives à la **recherche appliquée aux besoins des gestionnaires** (en particulier ceux de l'Etablissement et de ses collectivités membres, dans des domaines tels que l'adaptation aux impacts du changement climatique, ou encore aux changements comportementaux) en matière de gestion de l'eau et des risques naturels associés.

Il est à noter par contre, dans le prolongement de l'alerte donnée à l'occasion du débat d'orientations budgétaires, le report au budget supplémentaire de l'hypothèse de mobilisation de crédits pour le soutien de projets « patrimoine », d'une part, « recherche/développement/innovation », d'autre part.

Sur ce dernier point, le report s'est avéré nécessaire afin de ne pas compromettre le respect de l'encadrement du chiffrage des ressources pour 2021. Ceci, malgré tout l'intérêt que présente la systématisation des échanges d'expérience avec la communauté scientifique, et le risque à brève échéance d'une perte de capacité à assurer l'intégration des résultats de la recherche dans les actions opérationnelles.



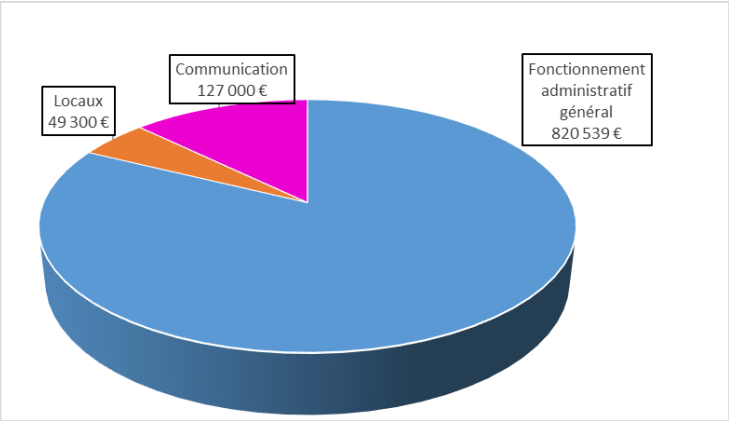
Fonctionnement administratif de l'Etablissement

	Propositions budgétaires 2021	Budget Primitif	Contributions	Subventions des collectivités	Autres recettes	Dépenses à inscrire au BS non financées au BP)
Fonctionnement administratif général	*2 055 239*	**820 539**	723 730		96 809	1 234 700
Locaux	*62 300*	**49 300**	49 300			13 000
Communication	*127 000*	**127 000**	127 000			
Fonctionnement administratif	***2 244 539***	**996 839**	**900 030**	**0**	**96 809**	**1 247 700**

Projet de budget 2021 = propositions budgétaires 2021 - dépenses à inscrire non financées au BP + opérations d'ordre (voir maquette)

Ce projet de budget est équivalent à celui de l'an passé. Ce, malgré l'augmentation de diverses charges à caractère général, obligeant de ce fait à basculer des dépenses obligatoires (telles que la couverture résiduelle du risque chômage) au budget supplémentaire afin de respecter le cadrage budgétaire.

Il est relevé que les 2,2 M€ de propositions budgétaires 2021 intègrent plus de 1,1 M€ d'écritures d'ordre liées aux amortissements et donc financés sans appel de contribution.



Patrimoine foncier de l'Etablissement

	Propositions budgétaires 2021	Budget Primitif	Contributions	Subventions des collectivités	Autres recettes	Dépenses à inscrire au BS non financées au BP)
Site du Veurdre	93 300	**56 300**			56 300	37 000
Site de Serre de la Fare	5 800	**5 800**			5 800	
Site de Chambonchard	100					100
Patrimoine foncier de l'établissement	**99 200**	**62 100**	**0**	**0**	**62 100**	**37 100**

Projet de budget 2021 = propositions budgétaires 2021 – dépenses à inscrire non financées au BP + opérations d'ordre (voir maquette)

Il est à noter que les dépenses inscrites au budget primitif ne permettent que pour partie seulement de faire face aux charges obligatoires (taxes foncières et assurances notamment) liées au foncier.

Budget primitif 2021

Budget principal

	Dépenses		Recettes	
	réelles	ordre	réelles	ordre
Total de la section d'investissement	8 300			8 300
Total de la section de fonctionnement	6 158 527	8 300	6 166 827	
Total du budget principal	**6 166 827 ***	**8 300 ****	**6 166 827**	**8 300 ****
	6 175 127		**6 175 127**	

(*) Dont un montant de 885.000 € de dépenses relatives aux budgets annexes imputées au budget principal et neutralisées par une subvention d'équilibre.
(**) Montant de 8.300 € de prélèvement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement afin de permettre l'équilibre budgétaire.

Budget annexe 1 : Exploitation des ouvrages de Naussac et de Villerest

	Dépenses		Recettes	
	réelles	ordre	réelles	ordre
Total de la section d'investissement	1 324 500			1 324 500
Total de la section de fonctionnement	3 633 373	1 324 500	4 957 873	
Total du budget annexe	**4 957 873**	**1 324 500 ***	**4 959 470**	**1 324 500 ***
	6 282 373		**6 282 373**	

(*) Montant de 1.280.000 € de prélèvement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement afin de permettre l'équilibre budgétaire

Budget annexe 2 : Infrastructures de protection contre les inondations

	Dépenses		Recettes	
	réelles	ordre	réelles	ordre
Total de la section d'investissement	374 270		374 270	
Total de la section de fonctionnement	472 980		472 980	
Total du budget annexe	**847 250**		**847 250**	
	847 250		**847 250**	

L'application des dispositions contenues dans le projet de budget primitif (principal et annexes) pour 2021 fait l'objet des projets de délibérations suivants proposés au Comité Syndical :

- **Approbation du budget primitif de l'exercice 2021 – Budget principal**
- **Reprise de provision – Budget principal**
- **Approbation du budget primitif de l'exercice 2021 – Budget annexe 1**
- **Reprise de provision – Budget annexe 1**
- **Approbation du budget primitif de l'exercice 2021 – Budget annexe 2**
- **Contributions des collectivités membres 2021 – Budgets principal et annexe 1**
- **Possibilité d'utilisation de crédit de reports pour le paiement de la contribution 2021**
- **Détermination du montant de la redevance soutien d'étiage 2021**